

9 pays européens veulent pouvoir expulser les migrants délinquants... mais pas Macron !

écrit par Jeanne la pucelle | 26 mai 2025





Ce qui se passe dans l'UE est fort intéressant. Une fronde menée par Méloni pour que les Etats recouvrent leur droit fondamental à accueillir et expulser qui ils veulent. 9 pays, ce n'est pas la majorité mais c'est déjà pas mal... On n'y voit pas la signature d'Orban, mais sans doute est-ce parce qu'il n'est pas vraiment concerné -malgré les punitions que lui inflige Der Leyen. Puisqu'il ne laisse pas entrer les migrants, il n'a pas le problème de les expulser ! De la même manière, l'obéissante Allemagne qui se veut plus que jamais le chef de file de l'UE et le pays qui doit bénéficier, plus que jamais, des lois et règlements européens demande un moratoire sur l'immigration...

La vivacité des réactions européistes contre cette initiative dit bien les enjeux et le danger majeur de voir exploser l'UE sur le thème de l'immigration, majeur pour obtenir ce que veulent les mondialistes, la soumission des Européens au Grand Remplacement en cours, au changement de civilisation négocié il y a 50 ans avec

les pays musulmans... Eurabia !

Les réfractaires auront du mal à l'emporter, les forces en présence sont inégales, l'UE a pratiquement tous les pouvoirs et peut exercer un énorme chantage sur les différents pays européens endettés, croulant sous la délinquance immigrée, tiraillée dans tous les sens par le problème ukrainien... Mais les dits réfractaires ont un atout. Ils ont Méloni et Vance mange dans sa main... A suivre ! En attendant on remarque, sans surprise, le grand absent du groupe des 9, la France. Bien évidemment l'immigrationniste/mondialiste Macron ne peut, lui, renoncer à cette immigration qui nous submerge, même si la délinquance qui l'accompagne pourrait la vie des nôtres. Ou plutôt il ne veut pas y renoncer PARCE QUE la délinquance pourrait la vie des nôtres et que c'est utile à ses projets délétères.

Selon [RTBF](#), neuf pays européens – l'Italie, le Danemark, l'Autriche, la Pologne, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la République tchèque et la Belgique – ont cosigné une lettre ouverte réclamant un assouplissement du cadre juridique européen afin de faciliter l'expulsion de migrants en situation irrégulière et condamnés pour des délits.

À l'initiative de la Première ministre italienne Giorgia Meloni, avec le soutien de ses homologues danoise Mette Frederiksen et belge Bart De Wever, les dirigeants signataires critiquent l'interprétation actuelle de la Convention européenne des droits de l'Homme par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). Selon eux, cette jurisprudence empêcherait les États de protéger efficacement leurs sociétés contre certains migrants délinquants et contre l'émergence de "sociétés parallèles".

La lettre déplore que la Cour ait "étendu la portée de

la convention trop loin” et appelle à redonner aux États une “plus grande marge de manœuvre” pour expulser des étrangers criminels.

Mais la réaction est virulente : la juriste Fiona Argenta (ULB) rappelle que seule la Cour a autorité pour interpréter la Convention, et que “les droits humains ne vont pas être modelés par les politiques du jour”. La Ligue des droits humains (LDH) et le Centre d’action laïque (CAL) dénoncent une attaque contre l’indépendance du pouvoir judiciaire et un “glissement vers des régimes illibéraux”.

Certains États, comme le Royaume-Uni sous Rishi Sunak ou la Russie en 2022, ont déjà menacé ou quitté la Convention. En Belgique, la LDH avertit que cette initiative pourrait être utilisée pour sanctionner politiquement les partis s’éloignant du respect des droits fondamentaux.

<https://www.fdesouche.com/2025/05/26/italie-danemark-autriche-pologne-estonie-lettonie-lituanie-tchequie-et-belgique-sunissent-contre-la-cour-des-droits-de-lhomme-pour-expulser-plus-facilement-les-migrants-crimin/>